

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Transport-de-plutonium-a-haut>

Réseau Sortir du nucléaire > Archives > Revue de presse > **Transport de plutonium à haut risque**

23 septembre 2004

Transport de plutonium à haut risque

Deux navires contenant 140 kg de cette matière militaire à transformer ont quitté les Etats-Unis pour la France

Transport de plutonium à haut risque

Deux navires battant pavillon britannique avec 140 kg de plutonium militaire à leur bord ont appareillé lundi soir aux Etats-Unis à destination de la France. Leur cargaison devra y être transformée en combustible Mox. Une opération sous haute surveillance, dénoncée tant par les organisations de défense de l'environnement que par l'opposition démocrate américaine.

Cadarache (Bouches-du-Rhône) : de notre envoyée spéciale Caroline de Malet
[23 septembre 2004]

A l'entrée de l'atelier ATPu de Cadarache flotte depuis quelques jours, à côté du drapeau français, le drapeau étoilé américain. Car cet atelier s'apprête à accueillir bientôt la cargaison de 140 kg de poudre d'oxyde de plutonium militaire américain qui doit être traitée pour la transformer en combustible nucléaire Mox.

Le Pacific Pintail et le Pacific Teal, acheminant cette cargaison peu banale, ont appareillé lundi soir du port américain de Charleston sur la côte Est. Leur arrivée, entourée du plus grand secret, est prévue au port de Cherbourg dans environ deux semaines, avant leur acheminement par camion jusqu'au site nucléaire de Cadarache.

Du plutonium américain sur le sol français ? L'initiative a de quoi surprendre. De fait, elle s'inscrit dans le cadre des accords de désarmement nucléaire signés entre les Américains et les Russes en septembre 2000. Dans le prolongement des traités Start I et Start II, les deux pays sont convenus d'éliminer chacun 34 tonnes de plutonium d'origine militaire issues de la guerre froide et considérées comme excédant les besoins de la défense

Pour remplir leurs engagements, les Américains ont lancé le programme « Mox for peace », qui consiste à construire à Savannah River une usine de transformation de plutonium militaire en plutonium civil puis en combustible Mox, utilisable ensuite dans leurs centrales thermiques nucléaires. Une initiative qui représente 2 milliards de dollars pour le gouvernement fédéral américain. C'est le consortium DCS (les Américains Duke et Stone & Webster, ainsi que le Français Areva) qui a décroché ce juteux contrat.

La construction de l'usine, sur le modèle de celle de Melox en France, doit démarrer en 2005 et son exploitation en 2009. Mais avant d'empocher le pactole de 300 millions de dollars qui lui revient,

Areva doit montrer patte blanche. « Transformer du plutonium militaire en Mox n'a jamais été fait par personne. Nous devons démontrer à l'opinion internationale la faisabilité de ce projet », explique Jacques-Emmanuel Saulnier, porte-parole du groupe industriel.

D'où le projet Eurofab : l'envoi d'un « échantillon » à la France en vue de réaliser quatre assemblages tests, qui seront retournés à l'expéditeur début

2005 sous forme de pastilles de Mox, avant d'être validés par l'autorité de régulation du nucléaire américaine, la NRC.

En attendant, les écologistes crient au loup. « Le plutonium d'origine militaire est encore plus dangereux et plus irradiant que celui d'origine civile », lance Frédéric Marillier, chargé de campagne nucléaire à Greenpeace. « Il est beaucoup moins irradiant que le plutonium civil car il ne contient pas d'américium, qui émet les rayons gamma », rectifie-t-on chez Areva.

Et le groupe de détailler les conditions de transport sous haute surveillance réunies pour ce convoi très exceptionnel. Les deux navires, construits il y a vingt ans en Grande-Bretagne, ont été spécialement aménagés pour cette opération à haut risque. « Grâce à leur double coque, leur coque intérieure ne serait pas touchée par un navire de 25 000 tonnes lancé à 15 noeuds », assure, rassurant, Henri-Jacques Neau, directeur délégué de Cogema Logistics, filiale d'Areva en charge du transport. Divisés en cinq compartiments indépendants, ils continueraient à flotter et avancer même remplis d'eau. Equipés de trois canons à cadence rapide et escortés par des commandos de l'armée britannique, ils se protègent mutuellement, sans que nul ne sache lequel des deux transporte effectivement le précieux colis.

Quant au transport par camion spécialisé de Cherbourg à Cadarache, dix conteneurs de 1,5 tonne protégeront chacun une dizaine de kilos de matière dangereuse.

Et si une opération malveillante liée à des réseaux terroristes parvenait néanmoins à faire main basse sur ce colis explosif ? « Sans une usine comparable à La Hague [] et il n'en existe qu'une au monde : Sellafields en Grande-Bretagne [], il est impossible de transformer ces matières en bombe nucléaire », rétorque-t-on chez Areva. Cela n'exclut cependant pas la possibilité de réaliser une bombe sale. Il n'en faut pas plus pour alarmer les ONG, échaudées par l'incident intervenu voici deux semaines dans l'atelier ATPu, dû à une fuite sur un conteneur de plutonium et d'uranium.

D'autant que « cet atelier est officiellement reconnu comme inadapté au risque sismique », dénonce le réseau associatif Sortir du nucléaire. Il est vrai qu'il a officiellement cessé son activité en juillet 2003 pour cette raison, mais il n'est pas encore fermé puisqu'il faudra encore des années avant d'en éliminer tous les déchets radioactifs. Et Areva de minimiser l'opération, les volumes (140 kg) étant minimes au regard des 40 tonnes de plutonium civil traitées annuellement dans l'atelier depuis 1962.

Surtout, la France s'étonne d'une telle levée de boucliers, alors que, comme le souligne le porte-parole du Quai d'Orsay, « la non-prolifération constitue un facteur essentiel de la sécurité internationale ». Mais les critiques viennent également d'outre-Atlantique, où quelques voix, à l'instar de Tom Clemens, porte-parole de Greenpeace international, se sont élevées contre la politique américaine : « D'un côté George Bush pousse la sécurité internationale et exprime des craintes concernant le terrorisme international et la sécurité, de l'autre il soutient ce transport risqué. »

Le membre démocrate du Comité de sécurité américain Jim Turner a même fait part de ses inquiétudes au secrétaire d'Etat américain à l'Energie Abraham Spencer. Période électorale oblige.